

## FAITS SAILLANTS

- Hausse de 20% du nombre de personnes ciblées comparé à 2019.
- Les mesures conservatoires accentuent la vulnérabilité des populations dans la région de Tillabéri
- Les enlèvements de populations civiles continuent dans la région de Diffa
- Au total, 24 177 personnes se sont déplacées de façon interne dans les régions de Tillabéri, Tahoua et Diffa

## CHIFFRES CLES

Personnes dans le besoin au Niger (HNO 2020)	2 900 000
Personnes ciblées au Niger (HRP 2020)	1 800 000

## FINANCEMENTS 2020

**400 millions**  
Fonds requis (US\$)

**14.6 \$**  
Fonds mobilisés

**3.6%**



## Au sommaire

- Plan de réponse humanitaire 2020 P.1
- Protection des populations civiles P.3
- Mouvements de populations P.5

## Le Niger recherche 400 millions USD pour assister 1,8 million de personnes dans le besoin en 2020

Lancé conjointement avec le Plan de soutien du Gouvernement par le Premier Ministre du Niger, SEM Brigi Rafini, le 24 Février dernier, le Plan de réponse humanitaire 2020 est estimé à environ 400 millions USD que la communauté internationale devra mobiliser pour venir en aide à 1.8 million de personnes dans le besoin (réfugiés, personnes déplacées internes, retournées, populations hôtes).

Le nombre de personnes ciblées cette année est en hausse de 20% comparé à celui de 2019 qui ciblait 1.6 million de personnes.

Selon l'aperçu des besoins humanitaires, 2.9 millions de personnes sont dans le besoin d'une assistance humanitaire au Niger en 2020 contre 2.3M en 2019.

Ce plan compte au total 156 projets pour 2020 contre 209 projets en 2019 pour un budget total requis et réajusté précisément à environ 400 millions USD contre 383 millions USD en 2019, soit une hausse de 39%.

Le Niger reste confronté à une forte dégradation de la situation humanitaire consécutive aux attaques récurrentes des groupes armés non étatiques contre les populations civiles et les forces armées nationales avec pour corollaires d'importants flux de mouvements de populations dans les régions de Tillabéri, de Tahoua et de Diffa.

En plus de l'accroissement des besoins dans des secteurs prioritaires comme les vivres, l'eau, l'hygiène et assainissement, les abris, les acteurs humanitaires déplorent de nombreux incidents de protection qui se sont traduits par des assassinats en séries ciblant des leaders communautaires ainsi que des enlèvements de civils (enfants et femmes en majorité), notamment dans les régions de Tillabéri et de Diffa.

Aux crises conjoncturelles que sont les catastrophes naturelles dues aux inondations et les épidémies, s'ajoutent aussi la crise des migrants qui a connu une augmentation sensible en 2019, après un recul observé au cours des deux dernières années, à cause des mesures prises par le gouvernement pour lutter contre la migration illégale et le trafic d'êtres humains. Egalement, les conséquences liées aux effets des changements climatiques continuent d'impacter négativement la situation alimentaire et nutritionnelle des populations, en dépit des efforts énormes consentis par le Gouvernement et ses partenaires.

## BESOINS, CIBLES et BUDGET PRH 2020

SECTEUR	PERSONNES DANS LE BESOIN	PERSONNES CIBLEES	BUDGET REQUIS (USD)
Sécurité alimentaire	2M	909K	103,8M
Nutrition	2M	1,2M	70,8M
Santé	1,2M	959K	19M
Abris/NFI	644K	587K	27,9M
Education	260K	208K	19,2M
Protection	1,1M	607K	20,7M
Eau, Hygiène et assainissement	1,7M	995K	21,3M
Réponse aux réfugiés	218K	218K	102,6M
Services Humanitaires Communs			9,8M
Coordination			4,7M
<b>Total</b>			<b>399.9M</b>

## Situation humanitaire critique dans la région de Tillabéri

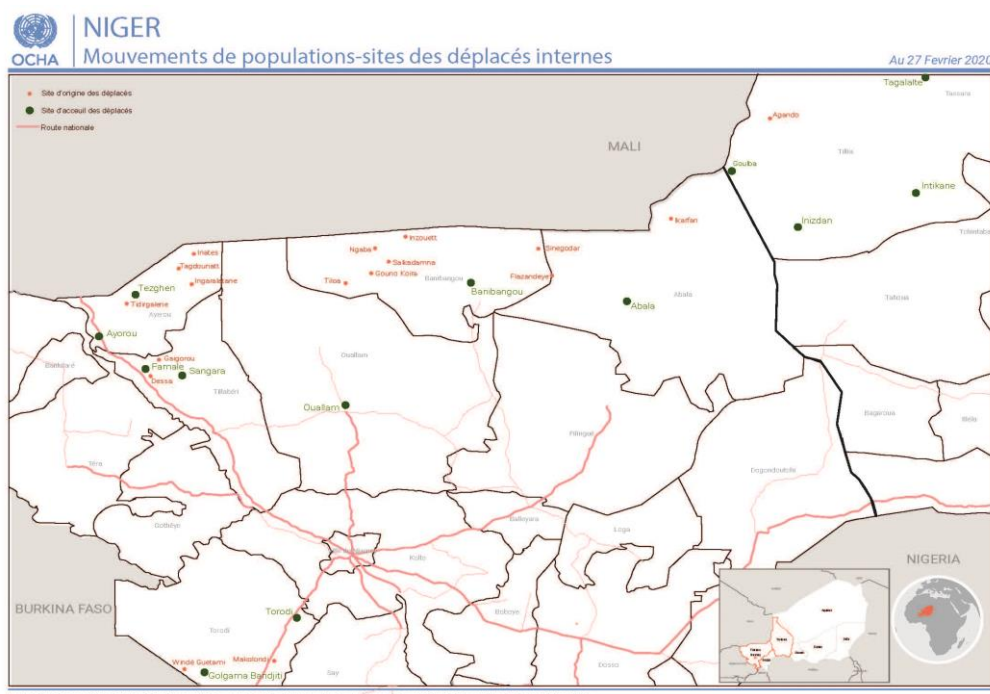
Les mesures d'Etat d'urgence et d'imposition de l'escorte militaire pour les missions humanitaires dans la région de Tillabéri impactent sérieusement la vulnérabilité des populations déjà en proie à des défis majeurs (insécurité alimentaire et nutritionnelle, les conséquences des inondations, les épidémies et le faible accès aux points d'eau, centre de santé, école). A ce jour, 12 départements sur les 13 que compte la région de Tillabéri sont en état d'urgence.

Il en résulte une forte réduction de la mobilité des populations avec l'interdiction de la circulation des motocyclettes, à deux roues qui sont le principal moyen de transport pour ces populations et la perturbation de l'activité économique à cause de la fermeture de 17 marchés ruraux dans les départements d'Abala, Banibangou, Tillabéri et de Ouallam.

Dans le même temps, l'accès aux services sociaux de base reste un défi. Selon la Direction régionale de l'enseignement primaire (DREP) de Tillabéri, au 14 février, 325 écoles sont fermées à cause de l'insécurité, hypothéquant ainsi la scolarité de 32 132 enfants. Le secteur de la santé n'est pas en reste avec 25 centres de santé dont 3 centres de santé intégrés fermés ; ce qui risque de tirer vers le bas le taux de couverture sanitaire parmi les plus faibles du pays (46,30%) en 2016.

Par ailleurs, l'accès humanitaire reste toujours limité pour les partenaires intervenant dans certaines localités de la région du fait de l'insécurité, alors que le nombre de personnes déplacées et d'enfants déscolarisés augmente, entraînant de facto un accroissement des besoins dans les secteurs clés de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, des abris, de l'eau, hygiène et assainissement.

L'Ouest Ouallam, le Nord-Ouest Banibangou, le Nord Abala, la commune d'Inatès et les communes de Makalondi et de Torodi, plus précisément les villages frontaliers avec le Mali et le Burkina Faso sont les plus concernés ainsi que les villages situés au Nord des communes de Anzourou, de Sakoira et de Ayorou. Carte de la région de Tillabéri avec les sites d'accueil des déplacés



OCHA a entamé des négociations auprès des autorités civiles et des forces de défense et de sécurité pour une sécurisation des zones dans les départements à forte concentration d'activités humanitaires (Ayorou, Ouallam, Abala, Torodi et Banibangou), notamment de manière à permettre aux acteurs humanitaires d'assister les milliers de personnes dans le besoin. Ces négociations ont permis de faciliter des missions de partenaires à Banibangou, Abala et dans certains villages des communes de Tondikiwindi et Dingazi sans escorte.

Les conséquences liées aux mesures d'Etat d'urgence et aux multiples mouvements de populations sont venues se greffer à une situation alimentaire et nutritionnelle des ménages déjà très précaire. La région enregistre le plus grand nombre de départements du pays en situation de crise alimentaire, selon les résultats de l'analyse du cadre harmonisé de novembre 2019.

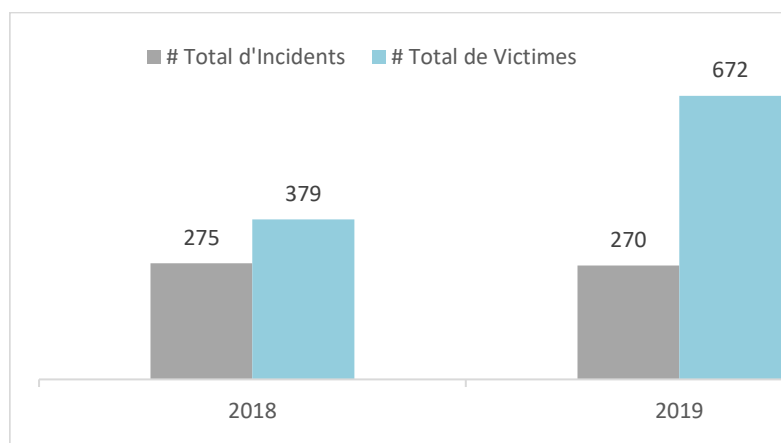
Actuellement, quatre départements de la région de Tillabéri (Bankilaré, Ayorou, Ouallam, Banibangou) figurent parmi les huit départements du pays à forte concentration de personnes en situation de crise alimentaire (niveau sévère).

Au cours de la période de soudure (période de juin à Août), ce sont six départements de la région de Tillabéri sur 12 départements pour l'ensemble du pays qui seront en crise alimentaire sévère, a ajouté la même source. Il s'agit des départements de Bankilaré, Ayorou, Ouallam, Banibangou, Abala et Torodi.

## Les femmes et les jeunes payent un lourd tribut des incidents de protection dans la région de Diffa

Les attaques des groupes armés non étatiques (GANE), opérant dans le bassin du Lac Tchad continuent d'avoir des conséquences incalculables sur la protection des populations civiles dans la région de Diffa.

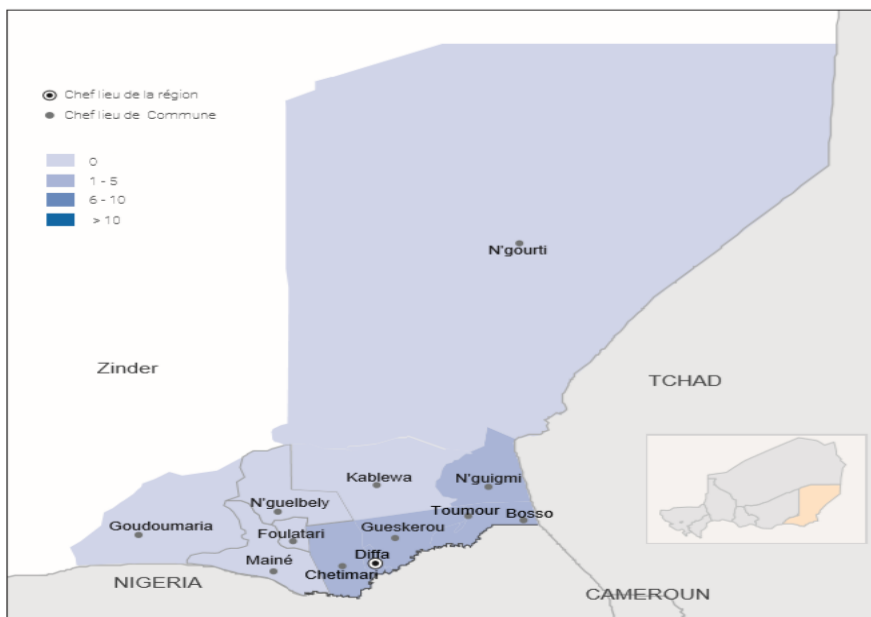
Au cours de l'année 2019, les victimes de ces incidents ont atteint le chiffre de 672 personnes. Les cas d'enlèvements représentent 56%, les personnes tuées (33%) et 11% pour les personnes blessées. Ces enlèvements ciblent principalement les femmes et les jeunes.



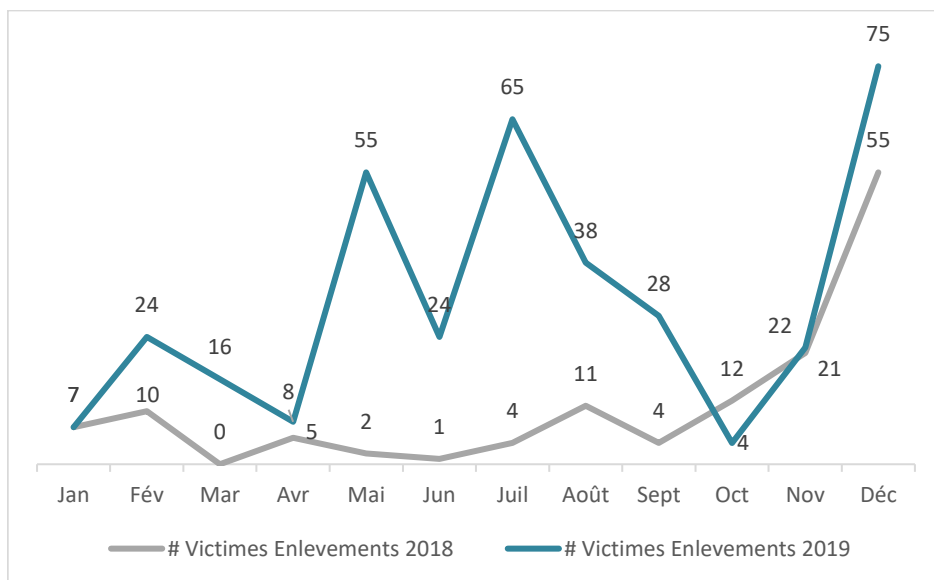
A titre illustratif, le cas d'enlèvement le plus emblématique enregistré au cours de l'année 2019 dans cette région a été celui du maire de Kablewa et de son épouse, libérés seulement le 4 janvier 2020, après paiement d'une rançon de 12 345 000 naira, soit l'équivalent de 34.116 USD. Ils avaient été kidnappés par des éléments présumés des (GANE), dans la nuit du 19 au 20 octobre 2019.

Ces enlèvements se sont poursuivis en 2020 comme conséquence des multiples incursions des GANes au niveau des villages riverains de la komadougou yobe. Au 31 janvier, 8 blessés et 55 personnes enlevées ont été enregistrés depuis le début de l'année.

REPARTITION DES INCIDENTS PAR COMMUNE (Janvier 2020)



C'est la bande sud de la région, frontalière avec le Nigéria qui a été la plus affectée par les incidents sécuritaires. La commune de Gueskerou figure de loin en tête des communes affectées avec 106 enlèvements entre septembre et décembre 2019.

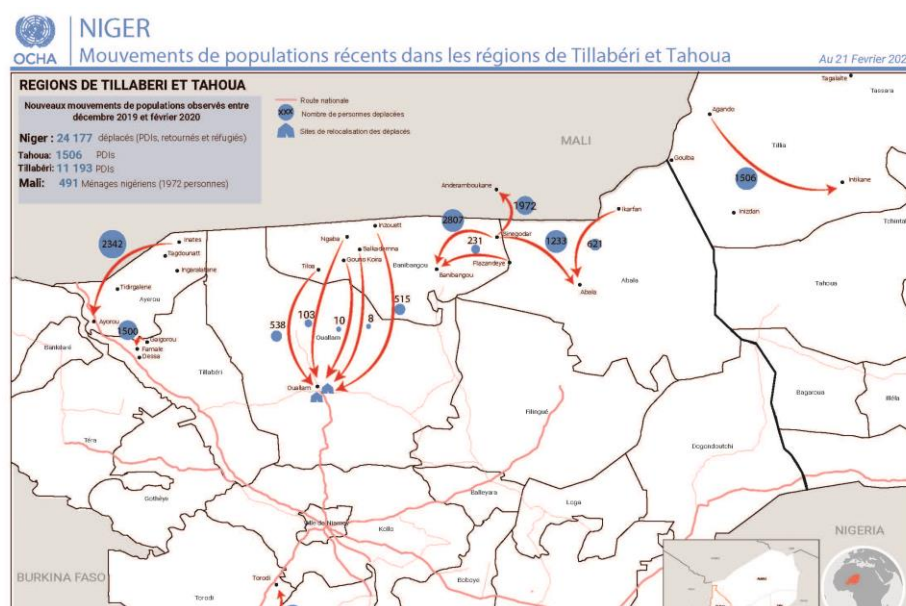


Cette situation pose un véritable défi pour la protection des civils, lesquels se voient souvent obligés de se déplacer pour échapper aux enlèvements devenus récurrents, créant ainsi de nouveaux besoins auxquels les acteurs humanitaires continuent d'apporter une assistance appropriée malgré la modicité des moyens.

## Augmentation du nombre de PDI & besoins croissants dans les régions de Diffa, Tillabéri et Tahoua

Au 21 Février, 24 177 personnes (PDI, retournés et réfugiés compris) se sont déplacées à la suite des attaques des groupes armés non étatiques (GANE) contre les positions militaires de Agando (9 décembre 2019) dans la région de Tahoua, Inatès (10 décembre 2019) et de Sinégodar (9 janvier 2020) dans la région de Tillabéri.

Les mouvements de populations enregistrés dans la région de Diffa impliquant des ressortissants Tchadiens pour l'essentiel et des retournés sont la conséquence de menaces et autres exactions de groupes armés sur le territoire du Tchad.



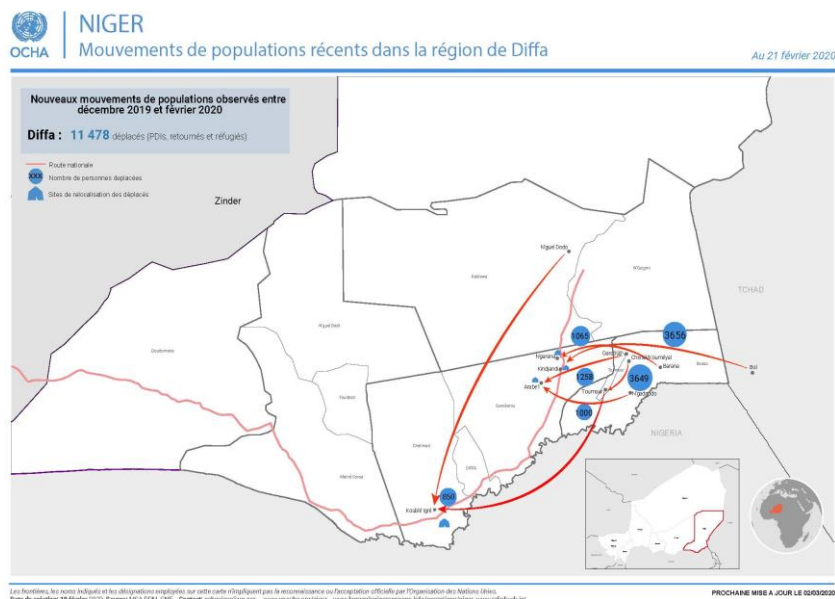
Par ailleurs, 491 ménages ont traversé la frontière pour s'installer à Anderamboukane au Mali.

Les mouvements de populations sont plus importants dans les régions de Tillabéri et de Diffa que dans celle de Tahoua où les chiffres estimés à 1506 personnes déplacées au 21 février ont évolué bien plus tard avec de nouveaux mouvements de populations impliquant 644 ménages, soient 3237 personnes installées à Intikane en provenance de Agando, Assague, Intazayen, et des localités le long de la frontière avec le Mali.

Au cours de la même période, les acteurs humanitaires estiment le nombre de personnes déplacées internes (PDI) dans la région de Tillabéri (Abala, Banibangou, Ayorou, Torodi et Ouallam) à 11 193 personnes. Ces populations ont fui les villages de Sinégodar, Ekrafan, Inatès, N'Zouet, Ballagonkoira, Salkadamna, N'Gaba, Tiloa, Torodi et Makalondi pour se réfugier à Ayorou, Ouallam, Banibangou, Abala et dans la ville de Torodi.

Pour la région de Diffa, les acteurs humanitaires estiment le nombre de personnes en situation de déplacement à 11 478 personnes au 21 février contre 4 165 personnes au 29 janvier 2020.

Dans les régions touchées par ces mouvements de populations, les besoins identifiés sont les vivres, les abris, les articles ménagers et biens non alimentaires (BNA) ainsi que l'eau, hygiène et assainissement (EHA). Des sites d'accueil viabilisés sont également nécessaires au regard de la promiscuité dans laquelle vivent ces personnes particulièrement à Banibangou et Abala.



Les acteurs humanitaires continuent d'apporter l'assistance multisectorielle mais leurs capacités restent limitées au regard de l'accroissement des besoins lié à l'augmentation constante et imprévisible du nombre de personnes déplacées internes dans ces trois régions.

Pour plus d'informations, veuillez contacter :  
**Dieudonné Bamouni**, Chef de Bureau, [dieudonneb@un.org](mailto:dieudonneb@un.org), Tél. (+ 227) 96 00 94 98  
**Barry Ibrahim**, Chef de Bureau adjoint, [barry@un.org](mailto:barry@un.org), Tél. (+227) 99 55 04 50

Les *bulletins humanitaires* d'OCHA sont disponibles sur <http://www.unocha.org/niger>  
[www.unocha.org](http://www.unocha.org) | [www.reliefweb.int](http://www.reliefweb.int)